



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°177 12 NOVEMBRE 2019

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**CONGO-  
BRAZZAVILLE :**  
L'US FOREST  
SERVICE  
PROGRAMME  
INTERNATIONAL  
S'IMPLIQUE  
DANS LA  
GESTION  
DURABLE DES  
FORETS

**ETHIOPIE :**  
LANCEMENT DU  
PLAN D'ACTION  
NATIONAL POUR LA  
CREATION  
D'EMPLOIS

**NIGERIA :** RENCONTRE  
ENTRE LES PRESIDENTS  
BUHARI ET POUTINE  
LORS DU SOMMET  
RUSSIE-AFRIQUE DE  
SOTCHI

**TOGO :** PREMIER  
PAS POUR LE  
DEPLOIEMENT DES  
MINI-RESEAUX

**RWANDA :**  
OUVERTURE D'UNE  
NOUVELLE  
RAFFINERIE DE  
TANTALE D'ICI FIN  
2020

**LE 1ER  
SOMMET  
RUSSIE-  
AFRIQUE**

**NIAMEY (NIGER) VA  
ABRITER UN SOMMET  
CONTINENTAL POUR LA  
RECONSTRUCTION DE  
L'IMAGE DE L'AFRIQUE**

**GUINEE :**  
MISSION DE  
REVUE  
CONCLUANTE DU  
FMI

**COTE D'IVOIRE :**  
SIGNATURE D'UN PRET  
OCTROYE PAR LA CHINE  
A HAUTEUR DE 239 M  
EUR DANS LE  
DOMAINE DE  
L'HYDRAULIQUE



MINISTÈRE  
DE L'EUROPE ET DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Kenya : 47,6 millions de citoyens recensés au Kenya

Le lundi 4 novembre 2019, le Bureau national des statistiques du Kenya (KNBS), a présenté au président Uhuru Kenyatta les résultats du recensement qui a été conduit dans le pays du 24 au 31 août 2019. Ainsi, le pays compte 47,6 millions d'habitants en 2019 contre 38,6 millions en 2010. La population aurait ainsi augmenté de 9 millions en une décennie, soit un taux de croissance annuel de la population de 2,4 %. La population est composée de 24 millions de femmes, 23,6 millions d'hommes et 1 524 personnes intersexes. Pour rappel, le Kenya est le premier pays africain à ajouter l'option "intersexe" dans son recensement. Selon KNBS, le pays est divisé en 23,5 millions de foyers de 3,9 personnes en moyenne. Les trois comtés les plus peuplés sont Nairobi (4,4 millions), Kiambu (2,4 millions) et Nakuru (2,2 millions).

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Classement Doing Business 2020 : forte progression du Nigéria, légère régression du Ghana

Le rapport de la Banque mondiale donne cette année le Ghana à la 118<sup>ème</sup> position sur 190 pays avec un score de 60 points sur 100, en légère baisse de -0,4 pt. Les progrès les plus importants ont été réalisés dans les délais d'accès à l'électricité, alors que la réforme de la TVA a rendu le système fiscal ghanéen plus complexe. Le Nigéria, 131<sup>ème</sup> avec 56,9 pts, connaît une progression de +3,4 pts ce qui lui permet de faire partie des 10 pays ayant connu la plus forte amélioration sur l'année. Les progrès les plus importants ont été observés dans la gestion foncière (en particulier à Lagos) et les douanes grâce à l'informatisation des procédures.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Rapport 2018 de la BCEAO sur l'inclusion financière : amélioration générale dans l'espace UEMOA

Sur le volet offre, le taux global de pénétration démographique (proximité des services financiers vis-à-vis des populations) a augmenté de 16 points sur 2017-2018, pour se situer à 56 points de services pour 10 000 adultes. Concernant la demande, le taux de bancarisation strict est passé de 16,4% en 2017 à 19,3% en 2018. Si l'on ajoute la population adulte détenant un compte dans les institutions de microfinance ou de monnaie électronique, ce taux atteint une moyenne de 57% (contre 53% en 2017). La situation est satisfaisante dans tous les pays, sauf au Niger et en Guinée-Bissau où les taux d'inclusion sont les plus faibles.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Le 1er Sommet Russie-Afrique

Plusieurs Chefs d'Etat et de gouvernement ouest-africains se sont rendus à Sotchi pour prendre part aux travaux du 1er sommet Russie–Afrique et aux activités du Forum Économique Russie-Afrique qui se sont tenus les 23 et 24 octobre. Les Présidents béninois, burkinabé, guinéen, ivoirien, malien, nigérien et sénégalais étaient présents à cet événement co-présidé par le président en exercice de l'Union africaine (UA), Abdel Fattah al-Sissi. A cette occasion, le Président russe a indiqué vouloir doubler les échanges commerciaux avec le continent africain (moins de 20 M USD en 2018– soit trois fois moins que ceux de la France et près de 10 fois moins que ceux de la Chine) d'ici les 5 prochaines années. La plupart des contrats conclus ont essentiellement concerné l'armement.

✉ [lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Plusieurs Chefs d'Etat au Japon pour l'intronisation du nouvel Empereur

Les Présidents du Bénin, du Niger et de Côte d'Ivoire étaient au Japon pour l'intronisation de Naruhito, nouvel Empereur du Japon, le 22 octobre. En marge de l'événement, le Président ivoirien s'est entretenu successivement avec une délégation de l'Association d'amitié parlementaire Japon - Union africaine, et le Premier Ministre du Japon, Shinzo Abe, au Palais d'Akasaka. Le Président Mahamadou Issoufou a également rencontré Shinzo Abe, tandis que le Chef d'Etat béninois s'est entretenu avec le manager général de la société Marubeni. Leurs échanges ont porté sur l'évolution du projet de construction d'une usine de textile à Sèmè Kpodji au Bénin. Pour rappel, Naruhito est devenu le 126ème Empereur du Japon le 1<sup>er</sup> mai 2019.

✉ [lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Une délégation du Luxembourg en visite de travail au Niger et au Burkina Faso

Le Luxembourg envisage d'ouvrir une ambassade au Niger, a annoncé la ministre luxembourgeoise de la Coopération, Paulette Lenert au cours d'une visite de travail du 17 au 20 octobre 2019. La ministre a annoncé une augmentation de l'aide accordée au Niger de 11,5 M EUR, soit 97 M EUR au total pour le prochain programme de coopération. Au Burkina Faso, la ministre a pris part à la 11ème commission de partenariat entre les deux pays. Le portefeuille de cette coopération passe de 50,5 M EUR à 68,8 M EUR avec la signature d'un avenant au protocole bilatéral pour l'appui au plan d'action sectoriel de l'éducation et de la formation et l'appui à la politique sectorielle de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr) & [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

▼ **Niamey (Niger) va abriter un Sommet continental pour la reconstruction de l'image de l'Afrique**

Sous l'initiative de la Fédération pour la paix universelle, Niamey va abriter du 28 au 30 novembre 2019, une conférence continentale axée sur la reconstruction de l'Afrique et placée sous le thème : « Construire une Afrique paisible, unie, pacifique et prospère centrée sur les valeurs éthiques universelles ». La délégation, comprenant notamment l'ancien Président de la République du Niger, SEM Mahamane Ousmane, a été reçu par le Président en exercice Mahamadou Issoufou.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Nigéria : la dette publique atteint 83,9 Mds USD au 1er semestre 2019, en hausse de 14,6% sur un an

L'Etat central concentre 79% du stock de dette publique. Parmi les Etats fédérés, Lagos possède la dette la plus importante avec 17% de l'endettement total hors Etat central. La dette externe représente près d'un tiers du stock de dette publique total et se partage entre les composantes multilatérale (47%), bilatérale (12%) et les *Eurobonds* (41%). Les principaux créanciers institutionnels du Nigéria sont la Banque mondiale, qui concentre 80% du stock de dette externe multilatérale soit 10,4 Mds USD, et l'*Exim Bank of China*, avec 79% du stock de dette externe bilatérale soit 2,6 Mds USD. Le service de la dette au 1<sup>er</sup> semestre 2019 a atteint un équivalent de 3,2 Mds USD.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ethiopie : Lancement du plan d'action national pour la création d'emplois

A l'occasion du premier sommet national pour l'emploi qui s'est tenu le 31 octobre 2019, la présidente de la Commission éthiopienne pour la création d'emplois a dévoilé le plan d'action pour la période 2020-25. Alors que, selon les statistiques officielles, plus de 600 000 emplois ont été créés en 2018, la Commission prévoit plus de 880 000 nouveaux emplois par an d'ici 2025. Pour atteindre ces résultats, le gouvernement entend s'appuyer sur l'industrie et de nouveaux secteurs devenus stratégiques tels que la musique, la mode, la photographie et les beaux-arts. Tous les ans, plus de 2 millions de jeunes rejoignent le marché du travail éthiopien.

✉ [anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Bénin : l'administration béninoise se digitalise

Le Conseil des ministres béninois a approuvé le 9 octobre dernier la mise en place des sept premiers e-services publics sur le portail national, allant du permis de construire au certificat de nationalité. En sus de la digitalisation de ces processus, 1785 agents seront formés aux métiers du numérique afin d'accompagner cette transformation de l'administration béninoise. L'entreprise estonienne eGovernance Academy est en charge de la digitalisation de ces services publics, tandis que le groupe ivoirien WIN AFRICA prendra en charge l'évaluation et la formation des agents.

✉ [gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr](mailto:gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cap-Vert : la Banque centrale prévoit 5% de croissance pour 2020

Le scénario central des projections actuelles de la Banque du Cap-Vert prévoit le maintien de la croissance économique aux alentours de 5% en 2019 et 2020 (conformément aux prévisions contenues dans la loi de finances 2020 approuvée le 14 octobre), soutenue cette année par la consommation privée et publique et les exportations nettes, et l'année prochaine, un plus grand dynamisme des investissements. En 2019, la performance de la consommation privée a été soutenue par la hausse des salaires et des retraites. L'inflation devrait s'établir à 1,2% en 2019 et 1,3% en 2020.

✉ [pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Guinée : mission de revue concluante du FMI

Selon le communiqué de presse du FMI, la performance par rapport aux objectifs du programme à fin juin 2019 est jugée satisfaisante. Le Conseil d'administration du Fonds examinera cette revue en sa session de décembre prochain. Pour rappel, la croissance de la Guinée s'est établie à 6% en 2018 et la dynamique économique devrait se poursuivre en 2019 (6%), soutenue par l'activité du secteur minier. L'inflation globale a ralenti à 9,4 % en août 2019 et le solde budgétaire de base a enregistré un surplus de 1,2 % du PIB à fin juin 2019. Les réserves internationales brutes se sont renforcées pour atteindre 3,7 mois de couverture des importations de biens et services.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Guinée : stabilisation de l'inflation à fin septembre à 9,4% en g.a.

D'après les chiffres de l'Institut national de statistiques, en glissement annuel à fin septembre 2019, l'inflation est restée à son niveau de juillet et d'août, à 9,4%. En moyenne annuelle, elle a enregistré une légère décélération, à 9,6%. Ces évolutions contrastent cependant avec la hausse de 1,1% enregistrée en variation mensuelle. Celle-ci est due essentiellement aux fonctions ci-après : produits alimentaires, boissons et tabacs (1,2%), logement, eau, électricité et gaz (2,8%), ameublement (1%) et santé (0,2%). Pour mémoire, le FMI prévoit une inflation moyenne de 8,9% en 2019 (contre 9,8% en 2018).

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mali : 4ème prorogation consécutive de l'état d'urgence par le Gouvernement depuis 2015

Le 16 octobre 2019, le Conseil des ministres a validé la prorogation de l'état d'urgence sur le territoire malien. En vigueur depuis novembre 2015, il sera prolongé d'une année supplémentaire pour la quatrième fois consécutive. Selon le Gouvernement, cette initiative vise entre autres à (i) renforcer les mesures de prévention au niveau des autorités compétentes ; (ii) renforcer les actions de contrôle des forces de Défense et de Sécurité maliennes ; (iii) maintenir les poursuites judiciaires liées à l'état d'urgence et (iv) répondre aux attaques des groupes djihadistes et armés.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Niger : nouvelle organisation au sein du ministère des Finances du Niger

Le Conseil des Ministres du 18 octobre 2019 a adopté un projet de décret portant sur l'organisation du ministère des Finances, aboutissant à i) la création d'une Direction chargée des opérations bancaires à la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique (DGTCP), en vue d'une meilleure gestion des nouveaux systèmes de paiement et d'une amélioration du suivi de la trésorerie de l'Etat ; ii) le rattachement de la Direction de la Dette Publique à la DGTCP en vue de renforcer la gestion de la dette et iii) la création d'une Direction Générale des Entreprises Publiques et du Portefeuille de l'Etat en vue d'assurer un meilleur suivi du portefeuille public.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

▼ **Congo-Brazzaville : vers la création du Club de Brazzaville, pour faciliter l'apurement de la dette intérieure commerciale**

Le projet de création du Club de Brazzaville a fait l'objet d'une réunion de concertation entre le Trésor public congolais et son réseau de banques spécialistes en valeurs du trésor (SVT). Cette plateforme, qui devrait intégrer les opérateurs économiques locaux, aura pour mission de faciliter l'apurement de la dette intérieure commerciale dont la publication des résultats de l'audit est toujours attendue. Elle devrait être l'unique interlocutrice de l'État et des entreprises durant le plan d'apurement. Une fois la convention d'apurement signée entre l'État et le Club, les banques pourront se constituer en pools de SVT pour racheter les créances mises sur le marché.

✉ [Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Ghana : les pertes fiscales dans le secteur pétrolier aval s'élèvent à 1,2 Md GHS entre 2016 et 2018

La Chambre de commerce des distributeurs de pétrole estime que le montant total de l'évasion fiscale dans le secteur pétrolier aval s'élèverait à 1,2 Md GHS (220 M USD) entre 2016 et 2018. La *Ghana Revenue Authority* a déclaré avoir des difficultés à remplir les objectifs fiscaux du ministère des Finances dans le secteur pétrolier, notamment en raison des sous-déclarations de revenus qui grèvent les recettes fiscales. A ce montant, il faut ajouter la contrebande dans le secteur pétrolier qui entraîne une perte fiscale de 200 M USD par an pour l'Etat ghanéen. La mobilisation fiscale s'élevait à 13% du PIB au Ghana en 2018, contre 19% en moyenne dans la CEDEAO.

✉ [adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr](mailto:adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ouganda : Amélioration du climat des affaires reflétée dans le classement Doing Business 2020

L'Ouganda passe de la 127 à la 116ème place dans le classement *Doing Business* 2020. Cette remontée de 11 places s'explique par des progrès réalisés dans l'accès à l'électricité (transparence des prix, qualité et fiabilité de l'énergie), l'octroi de permis de construire (gain de 32 places) et la protection des investisseurs minoritaires (de 110<sup>ème</sup> à 88<sup>ème</sup> place). Le pays réalise sa plus mauvaise performance dans la catégorie « Créer son entreprise », ce qui s'explique par des procédures complexes (13 étapes, durée moyenne de 24 jours) et onéreuse (environ 304 USD en 2019 soit l'équivalent de 40 % du PIB par habitant). L'Ouganda figure toujours loin derrière ses voisins, le Rwanda et le Kenya arrivant à la 38<sup>ème</sup> et 56<sup>ème</sup> place respectivement.

✉ [suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ouganda : Le FMI pointe du doigt la dégradation de la dette

Dans son rapport biennuel sur les perspectives économiques des pays d'Afrique subsaharienne, le FMI table sur une croissance de 6,2 % en 2019 et 2020 pour l'Ouganda, une hausse des prix à la consommation de 3,2 % et 3,6 % ainsi qu'une dette et un déficit public en forte augmentation, respectivement de 43,6 % à 47,0 % du PIB et de 6,6 % à 8,6 % du PIB. La dette extérieure rapportée à la dette totale serait en légère diminution, passant de 67 % à 66,4 %. Le FMI rappelle que la dette publique galopante pose à la fois des risques de change et de refinancement. Le *think tank* américain *Brookings Institution* estime que cette aggravation de la dette est due au recours de l'Etat à des financements non-concessionnels, aux taux élevés et aux maturités courtes, dont les conditions sont moins exigeantes que celles imposées par les créanciers multilatéraux.

✉ [suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mauritanie : renforcement de la législation contre le blanchiment de capitaux**

Le gouvernement mauritanien a adopté un décret portant application de la loi 2019-017 du 20 février 2019, relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le terrorisme. Le nouveau texte, permet la clarification des obligations pesant sur les établissements financiers et les entreprises professionnelles non financières notamment en matière de gestion et transfert de fonds. Le texte définit également, la composition, les règles d'organisation et le fonctionnement du Comité National de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme-désigné sous l'appellation de (COMITE) et l'Unité d'Investigation Financière (UNITE).

✉ [pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Congo-Brazzaville : création d'une unité de politique fiscale pour le suivi des réformes fiscales**

L'Unité de politique fiscale est le nouvel instrument créé par le ministère des Finances et du budget pour mettre en cohérence la politique fiscale avec le cadre macroéconomique général. Cette unité sera supervisée par le ministre des Finances et coordonnée par son directeur de cabinet. La note de service du 7 octobre portant création de cette structure précise qu'elle est chargée, entre autres, de définir la vision du ministère de tutelle en matière de fiscalité, de faire des propositions destinées à mettre en place un système fiscal clair, équitable et favorable à la croissance et de proposer des mécanismes modernes permettant d'élargir l'assiette fiscale et de dynamiser le recouvrement des recettes.

✉ [Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Nigéria : financement de 629 M USD de la China Development Bank pour le Port de Lekki

Un accord de financement à hauteur de 629 M USD a été signé entre la *China Development Bank* et Tolaram Group, société mère de *Lekki Port LFTZ Entreprise*. Cet accord est une étape importante du financement du premier projet de port en eaux profondes au Nigeria, estimé à plus de 1,6 Md USD. Ce port est également financé par la *China Harbour Engineering Company*, qui a déjà investi 470 M USD et détient 52,5% des capitaux du projet. Tolaram Group possède 22,5% des parts contre 15% et 5% pour l'État de Lagos et la *Nigerian Ports Authority*. Ce projet dont la construction a débuté fin 2017 devrait être livré en 2022. Dans le cadre d'une sous-concession, le français CMA-CMG sera l'opérateur du futur terminal de conteneurs.

✉ [margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr](mailto:margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Madagascar : Financement de 35 MUSD de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI)

Le 3 novembre 2019, Madagascar a obtenu un financement de 35 MUSD de l'ONUUDI à l'occasion de la 18ème Session de la Conférence Générale de l'organisation à Abu Dhabi. Ce financement vise à mettre en place des centrales hydrauliques dans les régions Bongolava et SAVA ainsi qu'à faciliter l'accès à l'énergie pour les PME malgaches à travers des projets d'électrification. Après les régions Sofia, Amoron'i Mania et Anosy, des petites unités de production sucrière seront également construites dans les villes de Majunga et Fort-Dauphin. D'ici 2025, le gouvernement ambitionne de porter à 25 % la contribution du secteur industriel au PIB, qui stagne actuellement à 15% du PIB.

✉ [frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr](mailto:frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Tanzanie : Prêt de 455 MUSD pour la construction d'un nouvel aéroport et des routes périphériques à Dodoma

Le ministre tanzanien des Affaires étrangères, Palamagamba Kabudi, a indiqué que la BAD a approuvé un prêt de 455 MUSD, pour la construction d'un aéroport international ainsi que des routes périphériques dans la capitale Dodoma. L'enveloppe sera répartie entre la construction de la plateforme aéroportuaire (275 MUSD) et l'aménagement de plusieurs rocades de dessertes (180 MUSD). Le futur aéroport sera construit dans le quartier de Msalato, à 12 kilomètres du centre des affaires de la capitale et pourra accueillir 1,7 million de passagers par an. Pour rappel, l'aéroport actuel, récemment agrandi, ne peut accueillir que des avions petits et moyens porteurs. L'aéroport de Dodoma deviendrait le 5ème aéroport international de Tanzanie.

✉ [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burkina Faso : avis de manifestation d'intérêt sur le programme YELEEN

La Sonabel (Société nationale d'électricité du Burkina Faso) a lancé la semaine dernière son 1<sup>er</sup> marché du programme YELEEN (phase I) pour présélectionner des bureaux d'études pour le suivi des travaux (i) de 4 centrales solaires, (ii) une ligne d'évacuation d'énergie et (iii) du système de stockage d'énergie. Pour rappel, le Plan Solaire Burkina 2025, baptisé YELEEN, est un programme ambitieux sur 10 ans, financé par l'AFD, l'UE, la BAFD et le Fonds vert climat, qui doit permettre de modifier profondément le mix énergétique burkinabé en faveur de la production solaire sur le réseau national interconnecté et dans les zones rurales isolées.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burkina Faso : validation du rapport de pré faisabilité du projet de chemin de fer Ghana-Burkina Faso

Selon un communiqué du ministère ghanéen du Développement des chemins de fer, la commission mixte d'experts a examiné et validé le rapport d'étude de pré faisabilité du projet de chemin de fer Ghana-Burkina Faso, soumis par les conseillers en transaction TEAM Engineering (Italie) et Vision Consult Ltd (Ghana). Les conseillers en transaction ont proposé un tracé à trois variantes, qui couvrira plus de 1 000 km. Selon le ministre Joe Ghartey, le chantier pourrait débuter au deuxième trimestre 2020. Quatre entreprises, à savoir China Railway Construction Company, African Global Development, Frontline Consortium et China Railway No. 10 Consortium, ont déjà manifesté leur intérêt pour l'exécution des travaux.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : signature d'un prêt octroyé par la Chine à hauteur de 239 M EUR dans le domaine de l'hydraulique

Le ministre des Affaires étrangères Amon-Tanoh et l'Ambassade de Chine en Côte d'Ivoire Wan Li ont signé un accord portant sur un prêt d'un montant de 157 Mds FCFA (239 M EUR) destiné à l'alimentation en eau potable de douze villes : Bouaflé, Boundiali, Daloa, Divo, Grand-Lahou, Katiola, Mankono, Odienné, Sassandra, Séguéla, Touba et Tanda. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme social du gouvernement 2019-2020 dont le coût est estimé à 727,5 Mds FCFA (1,1 Md EUR).

✉ [pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr](mailto:pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : 3,8 Mds EUR de promesses d'investissements pour le secteur touristique

Le ministre ivoirien du Tourisme a organisé une table-ronde des bailleurs de fonds à Dubaï les 20 et 21 octobre en présence du secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme. Cette réunion s'est soldée par une série de promesses d'investissements, dont le total s'élève à 3,8 Mds EUR. Plusieurs investisseurs privés ont marqué leur intérêt pour la stratégie de développement touristique de la Côte d'Ivoire : l'agence de voyage indienne IHC Tourism, le fonds d'investissement hôtelier français Paris Inn Group, l'entreprise nationale China Railway, le groupe hôtelier saoudien Al deafah, la société de transport marocaine Express line, le cabinet français en gestion de patrimoine la Financière des Oliviers.

✉ [pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr](mailto:pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : renouvellement de la garantie ARIZ entre PROPARCO et la SGCI

La garantie portefeuille ARIZ a été renouvelée pour la 5<sup>ème</sup> fois entre la Société Générale de Côte d'Ivoire et PROPARCO, la filiale pour le secteur privé de l'AFD pour un montant de 5,9 Mds FCFA (9 M EUR). Cette convention signée le 14 octobre 2019 à la Maison de la PME à Abidjan va permettre à la SGCI de diversifier son offre de financement aux PME avec des prêts entre 6 et 200 M FCFA (9 000 et 305 000 EUR) et une échéance entre 1 et 7 ans. Cette initiative est intégrée dans le programme de l'AFD Choose Africa initié en 2017 et qui projette d'investir plus de 1636 Mds FCFA (2,5 Mds EUR) dans les start-ups africaines d'ici 2022.

✉ [pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr](mailto:pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mauritanie : l'Union européenne soutient la mise en œuvre de la 2ème phase du programme de l'alliance contre le changement climatique

Le protocole d'accord, signé le 23 octobre, porte sur un montant de 250 M MRU (6 M EUR) et s'étend sur la période 2019/2022. Il est dédié à la mise en œuvre du programme « Alliance Mauritanienne contre le Changement Climatique, Phase 2 » (AMCC 2) et a pour objectif de soutenir les autorités mauritaniennes dans l'atteinte des objectifs et engagements de la Mauritanie en matière de lutte contre le changement climatique, en renforçant la résilience des populations vulnérables aux effets des changements climatiques et la préservation des écosystèmes naturels dans 5 Wilayas du sud du pays (Trarza, Brakna, Assaba, Gorgol et Guidimagha).

✉ [pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sénégal : signature de deux accords avec l'OFID pour la lutte contre la pauvreté

Le Fonds de l'Opep pour le développement international a signé avec le Sénégal deux accords, d'un montant total de 21,8 Mds FCFA (33,2 M EUR) pour soutenir la lutte contre la pauvreté. Ces accords vont financer la phase II du Programme d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural (Padaer II) pour 10 M USD et le Projet de désenclavement des zones de productions en appui au programme national de développement rural (Pdzp/PndI) pour 20 M USD.

✉ [pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun : les travaux de la 5e revue du programme conclu avec le FMI sont en cours

Le FMI a démarré, lundi 28 octobre 2019, les travaux de la 5e revue au titre du programme économique et financier triennal appuyé par une facilité élargie de crédit en cours au Cameroun. Ce programme signé en 2017 aura permis au Cameroun de bénéficier d'importants appuis budgétaires au terme des quatre premières revues dont près de 300 Mds FCFA du FMI. Les travaux de cette 5<sup>e</sup> revue s'achèveront le 8 novembre 2019. Il est notamment prévu lors de cette mission des entretiens avec les membres du gouvernement et des organismes sectoriels.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Cameroun : La France octroie un financement de 29,4 Mds FCFA pour appuyer les projets de reconstruction des zones sinistrées de l'Extrême-Nord**

Jean Yves Le Drian, de passage dans la région de l'extrême Nord, a fait l'annonce d'un financement de 29,4 Mds FCFA de la France en soutien à la région victime depuis 2013 des attaques de la secte terroriste Boko haram. Cette enveloppe servira à réaliser des projets d'aménagement de la voirie, d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Cameroun : Sollicitation d'un prêt de 167 Mds FCFA auprès de la BAfD pour la construction de la « Ring-Road »**

Le Cameroun a signé le 28 octobre dernier avec la Banque africaine de développement (BAfD), un accord de prêt de 12 Mds FCFA pour des études techniques nécessaires à l'exécution de la première phase de bitumage de la « Ring Road » (356 km), une boucle routière qui va relier les principales villes de la région du Nord-Ouest du Cameroun au Nigéria. Pour financer cette phase, le gouvernement camerounais a également sollicité un prêt de 155 Mds FCFA auprès de la BAfD. Le Conseil d'administration de l'institution financière africaine devrait se prononcer sur cette demande en novembre prochain.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Congo-Brazzaville : L'US Forest Service Programme International s'implique dans la gestion durable des forêts**

Le Programme international américain pour la gestion durable des forêts va réaliser un Projet de Renforcement des structures gouvernementales et des réseaux en charge de la détection, de la répression et de la surveillance du commerce illégal du bois en République du Congo et dans les pays voisins du bassin du Congo. Ce projet consistera à créer un groupe de travail qui aura pour mission d'enquêter sur le terrain et d'organiser un forum national pour informer les parties prenantes des réalités constatées. Il bénéficiera de l'expertise américaine et sera formé à l'utilisation du système satellitaire GLAD, qui permet de signaler toute exploitation opérée hors des zones attribuées.

✉ [Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Congo-Brazzaville : Le PNUD entend apporter son expertise technique à l'Assemblée nationale**

Le Représentant-résident du PNUD devrait adosser son programme pays 2020-2024 au Plan national de développement 2019-2022, dont une des interventions prioritaires concerne l'élaboration d'un Plan stratégique de développement de l'Assemblée nationale (AN). Il entend apporter une expertise technique à la chambre basse dans la définition des termes de référence de ce Plan et des actions y afférant. Ce soutien intervient alors que le président de l'AN s'est dit déterminé à faire respecter les engagements contractuels pris par le gouvernement dans le cadre du programme FMI, par un suivi vigilant de l'exécution des 48 mesures correctives destinées à remettre le pays sur les rails d'une croissance pérenne.

✉ [Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr](mailto:Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Gabon : signature de PPP pour la construction du barrage de Kinguélé Aval et de la « Transgabonaise »**

La société française d'investissement Mériam a signé le 24 octobre dernier deux PPP avec le gouvernement gabonais : le premier concerne la « Transgabonaise », route stratégique reliant la capitale à Franceville. Le coût de la 2x1 voie est compris entre 560 et 610 Mds FCFA (929 M€), dont 60 Mds (91 M€) de réparations et d'entretiens temporaires. La société autoroutière du Gabon (détenue à 50% par Mériam et GZES SA) percevra une redevance à travers un système de péage et ne supportera pas le risque de trafic tout au long de la concession d'une durée de 30 ans. Le second concerne le barrage hydroélectrique de Kinguélé Aval d'une capacité de production de 35 MW, pour un coût estimé à 130 M€. Ce projet devrait permettre de répondre à la demande croissante en énergie électrique (+4,5 à 6% par an) dans le pays. L'objectif de raccordement au réseau de Libreville est prévu à l'horizon 2023.

✉ [thomas.pitault@dgtresor.gouv.fr](mailto:thomas.pitault@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Madagascar : Deux fermes malgaches de cacao lauréates du Salon International du Chocolat à Paris

Le 30 octobre, les *International Cocoa Awards* ont récompensé les fèves de deux fermes malgaches de cacao durant le Salon International du Chocolat à Paris qui s'est déroulé du 30 octobre au 3 novembre. Après une présélection de 50 candidats parmi les 223 échantillons de 55 pays, la ferme de Lalatiana Andrianarison à Mangabe Antranokarany (Ambanja, nord-ouest de Madagascar) est choisie parmi les 20 lauréats du Salon en compagnie de MAVA SA, plantation de 635 ha de la Chocolaterie Robert (filiale du groupe *Ramanandraibe*) située à Ambohimena Ambanja. En 2017, la Chocolaterie Robert avait déjà été récompensée du prix de la Cabosse d'Or par l'Académie du Chocolat de Londres.

✉ [frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr](mailto:frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Tanzanie : Objectif d'augmenter la production piscicole du pays

Le secrétaire permanent au ministère de l'Élevage et de la Pêche, Rashid Tamatamah, a annoncé que le gouvernement souhaite augmenter la production piscicole de 50 000 tonnes, pour qu'elle atteigne un volume de 500 000 tonnes. Le gouvernement collabore actuellement avec le secteur privé et a entrepris d'allouer des prêts concessionnels pour appuyer les acteurs dans le secteur. Durant l'année fiscale 2018/2019, le gouvernement à travers la Banque de développement agricole (TADB) a mobilisé une enveloppe de 14,3 MUSD pour soutenir les investissements dans le secteur de la pêche. La Tanzanie fait partie des pays de pêche les plus importants d'Afrique en termes de volume des captures et est un exportateur net de poissons. Le secteur de la pêche représente environ 2 % du PIB de la Tanzanie et emploie directement près de 210 000 personnes.

✉ [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Energie et matières premières

### ▼ Ghana : le gouvernement annule la concession d'Electricity Company of Ghana

Le gouvernement du Ghana a annulé la concession d'*Electricity Company of Ghana* (ECG) initialement attribuée à *Power Distribution Services* (PDS), consortium mené par l'entreprise philippine Meralco. L'entreprise publique ECG était jusqu'en 2018 chargée de la distribution d'électricité dans le pays. PDS avait repris ses activités en mars 2018 et devait investir 580 M USD sur 5 ans. La mise en concession d'ECG était une condition de l'implication de l'agence américaine *Millenium Challenge Corporation* dans la restructuration du secteur. L'annulation de la concession a entraîné la révocation du dernier déboursement de 190 M USD de dons, qui devait permettre d'atteindre un financement total du bailleur de 498 M USD dans le secteur.

✉ [adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr](mailto:adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : Nomination du nouveau directeur général de Kenya Power

Le distributeur d'électricité national, *Kenya Power*, vient de nommer M. Bernard Ngugi, l'ancien directeur général en charge de la chaîne d'approvisionnement, au poste de directeur général. M. Ngugi prend la place de Jared Othieno qui était le directeur général par intérim depuis juillet de l'année dernière, après le départ de son prédécesseur, M. Ken Tarus. M. Ngugi a plus de 30 ans d'expérience au sein de la société et possède des compétences en comptabilité financière et fiscale, en audit interne et en gestion de la chaîne logistique. Cette nomination intervient au moment où le monopole cherche à améliorer sa situation financière alors que celle-ci s'est considérablement dégradée au cours des derniers exercices.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : la Banque mondiale alloue 3 Mds USD pour l'amélioration du réseau électrique nigérian

La Banque mondiale va investir à hauteur de 3 Mds USD dans le réseau électrique nigérian, dans le cadre du *Power sector recovery programme* mis en place en 2017 avec les autorités. Le financement se fera sous forme de 4 prêts successifs de 750 M USD dont le premier devrait intervenir dès avril 2020. Le Nigéria, dont 55% de la population n'a pas accès à l'électricité, produit actuellement ¼ de ses besoins, estimés à 20 000 MW. La Banque mondiale assurera aussi une assistance technique en revoquant les plans d'amélioration du réseau de distribution ainsi qu'une analyse de l'endettement des opérateurs du secteur, privatisés en 2010.

✉ [margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr](mailto:margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Rwanda : Ouverture d'une nouvelle raffinerie de tantale d'ici fin 2020

L'entreprise britannique *Metalysis UK*, qui porte ce projet de raffinerie depuis 2018, a annoncé le 30 octobre que la raffinerie serait construite d'ici fin 2020. *Metalysis UK* devrait investir 16 MUSD dans ce projet qui permettra de transformer 120 tonnes de tantale concentré par mois. Il s'agira alors de la troisième raffinerie du pays, les deux existantes étant dédiées à l'or et à l'étain. Les exportations de minerais sont les premières ressources en devises du pays.

✉ [lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr](mailto:lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr)

### ▼ Togo : premier pas pour le déploiement des mini-réseaux

L'Agence togolaise d'électrification rurale et des énergies renouvelables (AT2ER), en qualité de Maître d'ouvrage délégué, vient de lancer le dossier de préqualification des entreprises pour i) le développement, le cofinancement, la construction, l'exploitation et la maintenance de mini-réseaux solaires et de réseaux de distribution, ii) la distribution et la commercialisation de l'énergie électrique aux clients ainsi que iii) le transfert en fin de licence dans 317 localités, réparties en 5 lots. La date de dépôt des dossiers a été fixée au 28 novembre 2019.

✉ [gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr](mailto:gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun : les exportations de bananes des 9 premiers mois de l'année en baisse de près de 25% en glissement annuel

Selon l'Association bananière du Cameroun (Assobacam), à fin septembre 2019, le Cameroun a exporté 155 435 tonnes de bananes contre 203 721 tonnes à la même période en 2018. Cette baisse serait imputable principalement à la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, qui a conduit à l'arrêt des activités de la Cameroon Development Corporation (CDC), deuxième plus important acteur du secteur avant la crise. L'Assobacam révèle également une baisse en glissement annuel de 9,8% des exportations de la société des Plantations du Haut Penja (PHP), filiale de la Compagnie Fruitière de Marseille et leader du secteur.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Industries

### ▼ Rwanda : Lancement de la première voiture électrique par Volkswagen et Siemens

Dans le cadre d'une étude de faisabilité, quatre voitures électriques de la marque Volkswagen sont en circulation à Kigali depuis le 29 octobre. Une station de recharge Siemens a également été inaugurée. Les véhicules seront utilisés par des chauffeurs d'une application mobile de mobilité partagée. Il s'agit d'un projet pilote visant à évaluer la possibilité d'introduire 50 véhicules électriques sur le marché et 15 stations de recharge. Volkswagen est présente sur le marché rwandais depuis juin 2018 à travers sa solution de mobilité partagée sur application mobile et d'une usine d'assemblage de voitures.

✉ [lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr](mailto:lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr)

## Services

### ▼ Côte d'Ivoire : légère baisse du chiffre d'affaires des télécoms

Selon l'Autorité de Régulation des Télécommunications de Côte d'Ivoire (ARTCI), le secteur des télécoms a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 330 M EUR lors du 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, en baisse de 2% en g.a.. Le montant investi sur cette même période s'élève à plus de 33 M EUR, en baisse de 33,8% par rapport à 2018. La répartition du chiffre d'affaires entre les secteurs positionne la téléphonie mobile en premier avec 291 M EUR, suivie de l'internet mobile (53 M EUR), la téléphonie fixe (31 M EUR) et l'internet fixe (13 M EUR). Selon le cadrage macroéconomique, le secteur des télécommunications devrait contribuer à hauteur de 6% à la formation du PIB en 2019.

✉ [pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr](mailto:pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : future construction d'un centre international d'oncologie et de radiothérapie

Le ministre ivoirien de la Santé et de l'hygiène publique, Dr Aka Ouélé, a annoncé la construction d'un nouveau centre international d'oncologie et de radiothérapie à Grand Bassam, près d'Abidjan. Pour un coût global de 122 M EUR, cet établissement sanitaire sera bâti sur une superficie d'environ 5 hectares avec une capacité d'accueil de plus de 200 lits, 4 bunkers, 2 salles opératoires, des équipements de haut niveau pour la prise en charge complète de tous les cancers. La livraison est prévue courant 2023-2024. Il s'agira du second centre d'oncologie et de radiothérapie après le Centre national de radiothérapie et d'oncologie Alassane Ouattara, rattaché au CHU de Cocody.

✉ [pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr](mailto:pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Niger: acquisition d'Eaton Towers Niger par American Tower Corporation

Le gouvernement nigérien vient d'approuver l'acquisition de la totalité des actions du gestionnaire de tours télécoms Eaton Towers Niger, filiale du groupe anglais Eaton Towers Holding Ltd, par son concurrent mondial American Tower Corporation. Cette approbation s'est traduite par un projet de décret sur le transfert à American Tower Corporation de la licence pour l'installation et l'exploitation d'une infrastructure passive de communications électroniques au Niger, accordée à Eaton Towers Niger S.A. C'est en mai dernier qu'American Tower Corporation avait annoncé la conclusion d'un accord définitif avec Eaton Towers Holdings pour l'acquisition de ses filiales en Afrique (Niger, Ouganda, Ghana, Kenya et Burkina Faso).

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

▼ **Niger : Orange Niger devient désormais Zamani Com S.A.S**

La société Zamani Com de l'homme d'affaires nigérien Mohamed Rhissa, associé au Malien Moctar Thiam, va acheter la totalité des actions d'Orange Niger et reprendra sa licence d'exploitation. Conformément à la réglementation en vigueur, cette transaction nécessite le transfert de la licence à ZAMANI COM S.A.S et par conséquent a fait l'objet d'une notification préalable à l'Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste (ARCEP). Le futur acquéreur héritera de 530 salariés. Pour rappel, la multinationale française Orange a quitté le marché nigérien, où elle opérait depuis 2008, en juin dernier à la suite d'un contentieux l'opposant aux autorités fiscales.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

## ENTREPRISES

---

### ▼ Cameroun : le gouvernement suspend la procédure d'attribution de la concession du terminal à conteneurs du port de Douala

La présidence de la République a demandé la suspension des travaux de finalisation des termes du contrat de concession avec la société suisse Terminal Investment Limited. Celle-ci était adjudicataire provisoire, depuis le 16 septembre 2019, de la concession des activités de rénovation, de modernisation, d'exploitation et de maintenance du terminal à conteneurs du port de Douala-Bonabéri. Ceci en attendant les conclusions de l'affaire opposant la filiale camerounaise du groupe Bolloré au Port autonome de Douala sur l'attribution de la nouvelle concession du port, en cours au tribunal administratif du Littoral à Douala.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun : Le Français EJM Negri livrera un appontement pétrolier pour 10 Mds FCFA au port de Douala

La société EJM Negri, adjudicataire du marché de reconstruction du nouvel appontement au port de Douala- Bonabéri, a reçu pour mission de construire une passerelle d'accès piéton et support de canalisation, deux ducs-d'Albe d'accostage et deux ducs-d'Albe d'amarrage pour un coût total de 10 milliards FCFA. Le Port autonome de Douala a fait l'annonce de la livraison prochaine du duc-d'Albe d'accostage. Celui-ci avait été complètement détruit après deux accidents successifs de navires au port de Douala.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Nigéria : rencontre entre les Présidents Buhari et Poutine lors du Sommet Russie-Afrique de Sotchi

Organisé du 23 au 24 octobre, le Sommet Russie-Afrique s'est tenu à Sotchi en présence d'une délégation officielle nigériane menée par le Président Buhari. Une rencontre entre ce dernier et Vladimir Poutine a été organisée, au cours de laquelle deux protocoles d'entente ont été signés. Un premier accord porte sur la modernisation des infrastructures du secteur ferroviaire nigérian, avec l'appui de l'entreprise publique *Russian Railways* et le fabricant russe de matériel ferroviaire *Transmash Holding*. Le second accord, entre la compagnie pétrolière russe Lukoil et celle publique nigériane NNPC, vise à renforcer la collaboration entre les deux pays dans le secteur pétrolier.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mali : 8<sup>ème</sup> édition des journées minières et pétrolières (JMP) à Bamako

Placée sous le haut patronage du Président Keïta, la 8<sup>ème</sup> édition des JMP se tiendra du 12 au 14 novembre 2019 au Centre international des conférences de Bamako (CICB). Organisé par le ministère des Mines et du Pétrole, l'évènement aura pour thème « Développer durablement les secteurs miniers et pétroliers maliens au profit des générations futures ». Plus de 1850 participants sont attendus, principalement des majors de l'industrie minière. L'objectif des JMP est d'assurer la promotion des secteurs concernés auprès des investisseurs étrangers dans un pays où l'or représente en moyenne 7% du PIB, 65% des recettes d'exportation et 25% des recettes fiscales.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun : Visite officielle de Jean Yves le Drian, ministre français de l'Europe et des affaires étrangères

Jean Yves Le Drian a effectué une visite officielle au Cameroun du 23 au 24 octobre 2019. Après un entretien avec le Président Paul Biya, le ministre français de l'Europe et des affaires étrangères a accordé des audiences aux émissaires des partis politiques représentés au Parlement. Il s'est ensuite rendu dans la capitale économique où il a visité le deuxième pont sur le Wouri et rencontré les jeunes acteurs de l'innovation et le Groupement interpatronal du Cameroun (GICAM). Il a achevé sa visite dans l'Extrême Nord où il a tenu à apporter le soutien de la France dans la lutte contre Boko Haram.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

**Contacts**

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : [objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr](mailto:objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr)

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné ([prenom.nom@dgtresor.gouv.fr](mailto:prenom.nom@dgtresor.gouv.fr); liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

